

Type de réunion

Réunion d'école publique

Discussion sur le constat (facultatif)

Numéro et titre du premier sujet traité

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Pédagogie différenciée :

L'accent est mis sur la formation des maîtres du CP et de la GS de maternelle. Mieux formés à l'IUFM et dans le cadre de la formation continue, ces maîtres, qui deviendraient spécialistes de l'apprentissage de la lecture, seraient compétents dans le dépistage des blocages (culturels, linguistiques, psychologiques ou physiques) nécessitant l'utilisation de méthodes d'apprentissage de la lecture différentes. Par exemple, des méthodes employées avec les étrangers ou même les enfants handicapés. Il faudrait donc plus de formation initiale et plus de formation continue pour les maîtres de CP. Ici se pose pour la première fois au cours de notre débat la question des Postes à profil...

RASED :

La pauvreté des RASED, déjà bien peu équipés en personnels et en matériel, et qu'on a amputé depuis la rentrée du maître E pour alléger les CP renforcés. Ces réseaux, bien au contraire, au lieu d'être pillés, devraient s'enrichir d'un(e) infirmier(ère), car la présence d'enfants malades intégrés aux écoles pose des problèmes de sécurité (d'après le public présent lors de ce débat).

Redoublement :

Le rôle du RASED resurgit à l'évocation du redoublement. C'est le réseau qui peut efficacement évaluer le bien-fondé de cette mesure et préparer l'enfant et la famille à cette éventualité.

Pour beaucoup d'enseignants, la classe à deux cours est sûrement une réponse de pédagogie différenciée efficace et une solution souple au redoublement. Les parents partagent cet avis.

Outils pédagogiques :

Personne ne s'en plaint vraiment. C'est plutôt l'organisation nécessaire qu'il faut mettre en place pour une bonne utilisation de ces outils qui embarrassent les maîtres surtout depuis la disparition des emplois-jeunes. Ils aidaient dans le domaine informatique, la gestion et l'animation des BCD et en allégeant le groupe-classe permettaient de bien utiliser ces outils mal connus des enseignants.

Interdisciplinarité :

Il va de soi que plus personne ne met en cause le bien-fondé de l'interdisciplinarité qui donne du sens aux apprentissages. Néanmoins chacun reconnaît que travailler ainsi mange du temps et beaucoup d'énergie. Le temps manque pour fixer les nécessaires savoirs, d'autant plus que les horaires dévolus aux apprentissages n'ont cessé de diminuer, puisque, s'ouvrant sur d'autres découvertes, l'Ecole apprend les sports, les arts et les voyages (pour découvrir d'autres milieux) dans les heures autrefois consacrées aux savoirs purement scolaires.

La solution ? Probablement celle adoptée par les Suisses ou les Allemands : l'allongement de la scolarité primaire. Un an de plus pour asseoir les connaissances avant l'entrée au collège.

Sens des programmes :

C'était une bonne idée de la Loi d'Orientation de 1989 de rénover les programmes pour tisser des liens entre les disciplines et laisser plus d'autonomie aux maîtres dans leur pédagogie et leurs rapports avec leurs pairs ou les ressources communales éducatives. Mais faut-il pour autant laisser filer les exigences de rigueur dans les apprentissages de base, qui prennent beaucoup de temps et sont moins séduisants ? Dans la mesure où les nouveaux programmes motivent mieux les élèves peu attirés par l'effort, les débatteurs pensent qu'ils vont dans le bon sens.

Les cycles :

Le bilan de la mise en place des cycles reste mitigé, pour la plupart des participants à ce débat. Toujours par manque de temps, les professeurs ne travaillent pas aussi souvent en équipe qu'ils le souhaiteraient. Mais ils reconnaissent volontiers que, sur le papier, c'est un mode de fonctionnement qui sert l'enfant, les programmes et dédramatise la question du redoublement. Encore une fois, la question des "moyens", en terme de ressources humaines, est posée dans ce débat.

En résumé : les attentes des élèves et celles des familles vont dans le sens d'une toujours plus grande consommation des activités qui empiètent sur le temps nécessaire pour asseoir les savoirs de base. Il faudrait revoir la question des auxiliaires d'enseignement qui permettraient une meilleure utilisation du temps, de l'espace et des outils scolaires. Les animateurs municipaux seraient volontiers accueillis dans les écoles pour des échanges de services visant à mieux entourer les enfants dans leurs conquêtes quotidiennes

Idées à faire remonter au Ministère :

- Des maîtres de CP spécialisés, mieux formés aux diverses méthodes d'apprentissage de la lecture.
- Des réseaux d'aide plus nombreux et renforcés par une infirmière de secteur.
- Les classes à 2 cours comme solution au redoublement.
- Une plus grande collaboration avec les personnels communaux des centres de loisirs pour l'aide à l'informatique, à la BCD, aux études surveillées.

Numéro et titre du deuxième sujet traité

12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Education des enfants :

On perd beaucoup de temps dans une journée de classe à ramener le calme, l'ordre, à régler les conflits, à négocier des compromis. C'est en cela que l'Ecole a changé en trente ans. L'élève a la parole et il en use à tout moment.

Perte de temps, d'énergie, ambiance parfois usante (le mot revient souvent). Le prof d'hier enseignait et inculquait des valeurs morales et sociales. Le prof d'aujourd'hui passe souvent plus de temps à éduquer et sanctionner qu'à enseigner.

Cette mission d'éducation, parfois entièrement dévolue à l'Ecole pèse lourd sur les résultats scolaires attendus. Les profs ne demandent pas mieux que de collaborer en partenariat avec les parents, mais ils voudraient surtout être soutenus par eux plutôt que dénigrés.

Partenariats extérieurs :

La culture est partout, dans l'école et hors l'école, dans les associations. Par frilosité, par peur de l'accident, de la hiérarchie, on hésite parfois à solliciter ces partenaires aux compétences inédites. Toujours "rédiger des projets" incluant la participation de ces nouveaux partenaires d'éducation, c'est "usant" ! Ici se pose de nouveau la question de la fonction du directeur : il serait déchargé de ses heures de classe (ici tout le monde n'est pas d'accord) et pourrait, entre autres tâches administratives inhérentes à la gestion d'une école, se charger de la "paperasse" obligatoire dans toute action de partenariat.

Contrats éducatifs locaux - Associations :

Même si, à notre époque, les communes ont mis en place des actions contre l'illettrisme dans le cadre de leurs activités sociales, les liens avec l'école ne sont pas clairement établis à ce jour... Le maître-directeur qui serait déchargé d'enseignement pourrait plus facilement harmoniser les diverses actions de partenariat (en particulier l'aide aux devoirs).

Périscolaire :

Les politiques d'éducation des villes sont réelles, mais l'École ne les connaît pas toujours. Il faudrait des rencontres, peut-être des formations communes ?

En résumé :

L'école reste refermée sur son fonctionnement traditionnel et sans doute des formations communes aux enseignants et aux animateurs de centres sociaux et aux bénévoles d'associations pourraient mettre du liant là où ça ne passe pas. Encore un désir de "formation".

Numéro et titre du troisième sujet traité

18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Décentralisation :

Ce groupe de débat est attaché à l'Etat souverain en matière de recrutement, de programmes, de maintien de la laïcité. En revanche (et ceci est surtout vrai pour les écoles de campagne), on préférerait plus de souplesse lorsqu'il s'agit de supprimer des postes par un simple calcul (le même pour tout le territoire) alors que chaque village a une histoire personnelle qu'on aimerait mieux voir respectée. C'est là que les maires, les présidents de conseils généraux devraient pouvoir prendre les choses en main, à un échelon plus personnel puisqu'ils sont impliqués dans la vie des communes. Fermer une école est une décision grave. Les regroupements pédagogiques n'ont pas à cette heure fait la preuve de leur réelle efficacité. On compte vaguement sur les collectivités locales pour attirer les élèves dans les écoles rurales (création d'entreprises, attractivité du logement, transports aisés...), pour les y garder par une qualité de vie enviable. Là encore, on pense que les locaux scolaires devraient servir à des activités post-scolaires et péri-scolaires et en particulier à l'aide aux devoirs.

Déconcentration :

Les collèges-casernes sont des monstruosité, on ne peut avoir sur les élèves un regard attentif, il sont trop nombreux. Il est souhaitable de déconcentrer la fréquentation et la gestion des établissements scolaires (du moins ceux qui sont énormes) pour que l'enfant ou le collégien se sente réellement "au cœur, au centre du système éducatif". Mêmes arguments, du reste, pour un système scolaire qui déciderait de placer au centre "les savoirs à acquérir". On en revient encore à la revendication de "plus de moyens" mieux répartis aux points névralgiques de la société scolaire.

Service public :

Tous les assistants et les participants à ce débat sont attachés au service public qu'ils voudraient meilleur. Ils sont aussi attachés à la liberté de placer leur enfant au meilleur endroit pour apprendre. Il leur paraît facile "d'avoir de meilleurs résultats avec une sélection initiale" que pratiqueraient les établissements privés (ce n'est pas toujours vrai, il y a des cas bien difficiles accueillis là aussi).

Le collège, l'école de la République se doivent d'accueillir tous les enfants du secteur dans un souci d'égalité. Et c'est ainsi que se creusent les inégalités. On discute alors des anciennes "classes de transition" qu'il faudrait peut-être réintroduire au collège pour asseoir les bases non acquises par les enfants trop "justes" pour suivre les programmes du collège, mais atteints par la limite d'âge.

Dans le même registre, on regrette à l'école le manque de structures spéciales pour accueillir les "cas lourds" qu'un réel souci d'intégration dirige dans les classes ordinaires sans moyen d'assistance. Il y a là des métiers à réinventer ou à inventer, tout simplement.

La gestion des personnels :

Les profs d'école aiment bien la liberté pédagogique que leur laisse leur Inspecteur Départemental. Ils estiment néanmoins qu'ils ne sont pas toujours récompensés de leurs efforts par une évaluation qui leur permettrait de brûler les étapes de leur carrière.

Qu'il existe encore des instituteurs et des professeurs d'école exerçant le même métier dans la même école les révolte...

Ils estiment que "déshabiller Jean pour habiller Paul" est inadmissible (cf. les CP renforcés qui fonctionnent depuis septembre 2003 avec un maître supplémentaire "emprunté au RASED et qui manque beaucoup au RASED dans sa mission de dépistage et de rééducation).

On trouve anormal que les profs d'école frais émoulus ne soient pas systématiquement "triés" et affectés dans les écoles qui ont besoin d'un enseignant de langue, ou de sciences, etc...

Paradoxalement, on refuse que ces postes dits "à profil" soient pérennisés... Les arguments ? Les projets d'école ne durent que trois ans, les ministres avec leurs réformes encore moins...

Répartition des moyens :

La peur de voir des établissements bien dotés et d'autres moins bien dotés anime les participants quand on évoque l'idée de la décentralisation ! Pourtant, chacun pense que les collectivités territoriales et locales entretiennent mieux les bâtiments que l'Etat et presque personne ne se plaint de l'effort consenti par les communes pour offrir des matériels et des sorties aux élèves. Mais chacun reste sur la défensive devant une "privatisation rampante" qu'entraînerait une gestion totalement décentralisée de l'Ecole. La solution ? une gestion paritaire de cette décentralisation.

Expérimentation :

Toutes les expérimentations vécues à ce jour s'essoufflent. Pourquoi ? Manque de suivi trop mangeur de temps. Mobilité des personnels qui, s'étant impliqués, partent en poste ailleurs. Changement au sein des instances pédagogiques et surtout, conviction que, quoique fasse l'Ecole, elle ne sera jamais aussi performante et attractive que la télévision, les clubs, etc... On en revient à l'idée qu'à l'école il faut apprendre et fixer les savoirs, et qu'une autre organisation du temps scolaire permettrait à des associations de prendre le relais de ces savoirs (clubs de construction physique, Main à la pâte, apprentissage de la musique, pratique de sports et d'arts avec d'autres moyens et d'autres compétences que celles des profs qui assurent ne pas tout savoir faire).

Innovation :

Qui dit innovation dit engagement, dit autre manière d'enseigner, avec d'autres partenaires et d'autres outils. D'accord, mais à condition d'être aidés, soutenus, tutorés et... récompensés de ces efforts. Car toute innovation demande beaucoup d'engagement et un travail de préparation qui doit être remarqué par la hiérarchie et reconnu par les familles autrement que par un article dans la presse. Toute innovation dans la manière d'enseigner réclame du temps pour rencontrer les partenaires, de la liberté pour déplacer parfois les élèves, de la compétence pour établir les dossiers de programmation, de suivi et d'évaluation qui vont valider ou infirmer les résultats.

Voilà encore une tâche pour le futur "Directeur" déchargé – aidé d'une secrétaire". L'innovation pédagogique passe par la définition de ce nouveau métier.

En résumé :

La décentralisation a fait ses preuves dans une meilleure gestion des locaux et une distribution sensée des crédits de fonctionnement. Les profs ne souhaitent pas quitter le giron de l'Etat et sont attachés à une formation dispensée par l'Etat même s'ils la jugent perfectible. Ils craignent qu'une trop grande décentralisation ne glisse vers la privatisation et souhaitent chaque fois que c'est possible une gestion paritaire des changements : c'est-à-dire avoir droit au chapitre. La déconcentration serait souhaitable, les enfants pâtissant de la grande taille des établissements – casernes.

On a besoin de spécialistes dans l'enseignement mais pas "pour toujours" car les ministres et leurs idées s'envolent et les postes dits "à profils" ne doivent pas être des emplois réservés...

Les communes devraient pouvoir participer plus activement aux "actions innovantes" car leurs animateurs sociaux ont à ce jour des compétences souvent égales à celles des profs d'école et surtout d'une autre nature.

Le Directeur d'école serait le pivot des actions innovantes, puisque plus libre de son temps, il pourrait s'occuper des paperasses et de la coordination des actions entre les partenaires et, surtout, de la rédaction des évaluations, aidés d'une secrétaire enfin attaché à l'école.

Enfin, au lieu de transgresser la loi en cherchant le moyen de placer leur enfant dans l'école qui a "la meilleure réputation", la famille aimerait mieux que les classes trop hétérogènes des collèges soient soulagées par les anciennes "classes de transition", rétablissant un équilibre des savoirs et des comportements qui serait présenté aux parents et aux enfants, non comme une "discrimination", mais comme une "chance" de mieux apprendre... Bref, on est un peu nostalgique...

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Prévoir lors de la formation initiale une spécialisation ou une dominante de formation relative aux démarches d'apprentissage de la lecture (méthodes) en réponse aux problématiques de l'illettrisme.

2 Privilégier une gestion des personnels tenant compte des compétences spécifiques reconnues institutionnellement (postes réservés, postes à profil...).

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : BAYONNE

Type de réunion

Réunion d'école publique

Discussion sur le constat (facultatif)

Numéro et titre du premier sujet traité

19 Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

Projet d'établissement :

Les profs voient rouge quand on leur parle de rédiger des projets. "Ils ne font que cela" depuis des années, au détriment des actions pédagogiques ou de leur vie de famille. S'ils reconnaissent qu'on ne peut enseigner à l'aveuglette, ils aimeraient compter sur une personne ressource (le directeur nouvelle formule) pour gratter du papier.

Conduire des actions pédagogiques relatives au projet d'établissement, d'accord ! Mais évaluer à tout bout de champ, se réunir trop souvent alors qu'ils ne sont pas rétribués pour cela, ils ne sont pas pour...

Contrat :

Les contrats en cours avec des partenaires culturels, sportifs ou autres, font entrer la "société civile" dans le cercle fermé de l'École – Mais "le manque de temps" revient souvent dans le débat pour exploiter convenablement les pistes qui s'ouvrent devant les contractuels. Des contrats, des projets, de l'interdisciplinarité, certes ! Mais quel temps y consacrer ? Il y a des connaissances à ancrer d'une manière rigoureuse et c'est à l'école que ça se fait.

Evaluation :

C'est une procédure indispensable pour savoir s'il faut poursuivre une action ou la réguler. Ça demande du temps et de l'énergie. Il faudrait prévoir des journées banalisées pour cela, où tous les partenaires auraient des échanges. Mais qui remplacera les maîtres dans leur école ? On propose pour cela des escadrons de remplaçants qui prendraient les élèves en charge ces jours là... Un maître noté par les parents ? L'idée n'est pas envisageable.

Gestion des personnels :

Les profs d'école ont des compétences disciplinaires qui ne sont pas exploitées parce qu'on a peur de déboucher sur des "postes à profil". Pourtant, c'est dommage de se priver, au sein d'une école, d'un biologiste, d'un juriste, etc... Les profs sont partagés entre le désir de mettre en place des horaires de spécialistes et le désir de rester multidisciplinaires à cent pour cent...

Equipe de direction :

Un long débat sur le statut du directeur s'est engagé. Tous l'attendent, car les tâches administratives ne cessent de croître et aussi les besognes "d'assistant social", mangeuses de temps. Le directeur devrait être déchargé ou au moins demi-déchargé et surtout aimerait voir son salaire majoré de manière significative. On préférerait cette solution à celle d'un directeur totalement déchargé des tâches d'enseignement. Sinon, l'école ne risquerait-elle pas d'y perdre son âme.

En résumé :

Pour améliorer le fonctionnement de l'école, le statut du directeur doit être modifié. Accablé de tâches administratives et très souvent chargé de classe, il ne peut jouer à fond son rôle de gestionnaire, d'interface entre les familles, les maîtres et la hiérarchie, il ne peut, autant qu'il le faudrait, rencontrer les partenaires sociaux de la cité...

Largement déchargé de sa classe, il pourrait envisager un autre fonctionnement de l'école, avoir une écoute plus attentive des problèmes et jouer un rôle plus grand dans les transformations nécessaires que l'équipe d'école envisagerait.

Enfin, vœux pieux ! On aimerait qu'un ou une secrétaire le soulage des travaux de dactylo qui lui prennent beaucoup de temps.

Ainsi revalorisé et transformé, le métier de directeur d'école dépasserait les limites de son établissement, pour une meilleure collaboration avec la commune (on pense au statut de directeur d'école à Paris...) et une réelle ouverture sur la vie hors les murs de l'école.

Un directeur pour plusieurs écoles ? Le groupe reste réservé sur la perspective des "Directeurs de Secteur"... "Comme les curés, disent-ils, une messe ici, une autre là-bas". Mais c'est peut-être inévitable à certains endroits.

Numéro et titre du deuxième sujet traité

13 Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Dépistage :

Le réseau est débordé et depuis la création de CP renforcés, amputé de maître rééducateur. Comment être sûr dans ces conditions, qu'un enfant dépisté par le maître sera suivi et traité pour son handicap avec tous les égards souhaitables ?

Troubles et déficiences :

Dans la circonscription, peu de violences, mais des difficultés d'apprentissage, souvent liées à une méconnaissance du français. Ici revient la suggestion déjà énoncée : un maître de CP doit être rompu à toutes les façons d'apprendre à lire à un enfant. Formation de spécialiste... Proposition à faire examiner par les personnes chargées des I.U.F.M. (c'est une revendication très forte de la part du groupe débat).

Suivi personnalisé :

Ce suivi incombe au maître, certes, mais aussi au réseau d'aides et si la classe n'est pas allégée à certains moments de la journée, c'est difficile à faire. A aucun moment le système de décroisement n'a été évoqué comme solution ponctuelle au besoin ressenti de soutien pour certains élèves.

Les études surveillées, encadrées par des partenaires locaux, des associations, sont reconnues comme bénéfiques pour un enfant éprouvant des difficultés d'apprentissages.

Taille des classes :

Elle est un handicap à la pédagogie différenciée pour certains débatteurs. Car tutorat, monitorat, etc... sont des méthodes de fonctionnement très difficiles à adopter, compte tenu du manque de temps quotidien (beaucoup d'activités dans une courte semaine de classe). Là encore, on regrette le départ des emplois-jeunes.

Hétérogénéité :

Etant donné l'importance des disparités au sein d'une même classe, seule la classe double trouve grâce aux yeux des profs, qui la considèrent comme une réelle solution à cette hétérogénéité. En somme, 2/3 de cycle en une seule classe, c'est tout à fait gérable.

En résumé :

Les structures de dépistage et de suivi (RASED) des enfants en difficulté d'apprentissage s'amenuisent régulièrement et c'est dommageable. La classe à 2 cours et les études surveillées sont considérées comme des solutions intéressantes pour les enfants qui ont besoin de temps pour assimiler et de soutien pour fixer les connaissances.

Numéro et titre du troisième sujet traité

22 Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

I.U.F.M. (recrutement après licence) :

Douze ans après la création des I.U.F.M., dans ce groupe de débat on regrette sincèrement les Ecoles Normales. Recrutés à un niveau d'études très élevé (minimum licence), les élèves-profs qui atterrissent sur la circonscription semblent venir de la lune. Les réalités du terrain ne sont plus celles qu'ils ont connues quand ils fréquentaient l'école... Ils ont du mal à concevoir une pédagogie simple, parfois répétitive et sont demandeurs de "procédés" pour réussir... Leurs stages en situation les trouvent anxieux, souvent dépassés, rarement enthousiastes... Triste constat.

Il faut revoir l'alternance théorie-pratique dans leur formation et augmenter les heures de découverte de l'école maternelle (qui les effraie...).

Recrutement :

Trop de filles. Il faudrait instaurer des quotas. Jadis, les promotions de filles et de garçons étaient identiques dans les Ecoles Normales. Au temps des familles monoparentales, la présence du modèle homme est indispensable à l'enfant pour se construire harmonieusement. De plus, ce recrutement privilégie le diplôme au détriment de "l'envie d'enseigner". On a des personnes qui sont là uniquement pour des raisons alimentaires ! Et ne s'en cachent pas, paraît-il... Où va donc l'école, de cette manière ? Moins de diplômes, plus de formation, il faut rechercher cet équilibre là.

Evaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière

On réclame, pour eux, la possibilité de "passerelles" leur permettant de changer de métier (tout en restant dans l'enseignement), sans avoir à se rendre une année ou plus dans les lointains I.U.F.M. ou Universités en abandonnant ici leurs familles. Difficilement réalisable, mais ne peut-on réfléchir à une

formation – maison, dans le cadre d'une décentralisation et obéissant aux besoins spécifiques d'une circonscription ? Une sorte de formation sur le terrain, voulue par des autodidactes qui seraient étroitement aidés ?

Leur évaluation par leur hiérarchie semble leur donner satisfaction, à deux cas près.

Investissement professionnel :

Rien sans revalorisation de salaire. C'est clair et net. Pas d'accueil d'étudiants, pas d'accompagnement de stagiaires, rien sans des indemnités.

Ancienneté :

Quelques années passées à enseigner en zone sensible devraient compter double !

Mobilité :

Pas de mobilité sans rémunération conséquente. Pas "d'escadron volant" de remplaçants nationaux se rendant année après année où l'on a besoin d'eux : même à prix d'or. La famille coince chacun d'eux ici. Ils sont attachés au recrutement régional avec répartition départementale des lauréats... Mais nous n'avions, dans cette assemblée, aucun jeune prof pour donner un autre avis.

En résumé :

Sans rémunération supplémentaire, qu'on n'attende pas des enseignants un investissement professionnel accru. Ils sont demandeurs de "passerelles" leur permettant de changer de métier mais opposés à tout déplacement les éloignant de leur foyer pour se former.

Pour servir de "maîtres de stages", ils souhaitent qu'on leur donne du temps (pour expliquer) et de l'argent (parce que c'est du travail de s'occuper de stagiaires...).

L'I.U.F.M. laisse un goût amer à ceux qui reçoivent des professeurs d'école tout neufs dans leur établissement, trop diplômés, peu motivés, ils ont du mal à se situer au niveau des élèves et de leurs besoins. La formation est à revoir de fond en comble !

Et surtout, garder beaucoup plus de postes au concours pour des hommes. L'équilibre des enfants serait à ce prix !

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Revoir le cahier des charges des dispositifs de formation initiale.

2 Intégrer aux modalités de recrutement des quotas susceptibles de rééquilibrer la parité hommes/femmes.

3